



Mairie de Lons  
Place Bernard Deytieux  
CS 70213  
64144 LONS Cedex

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux de renouvellement réseau d'eau potable, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer la circulation et le stationnement avenue Antoine-Laurent Lavoisier,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

En raison de travaux de renouvellement réseau d'eau potable, effectués par l'entreprise BSTP, avenue Antoine-Laurent Lavoisier, la circulation sera :

\* dans le sens Nord-Sud : interdite à tous véhicules. Dans ce cas, une déviation sera mise en place par la société chargée des travaux par la rue des Frères Lumière, avenue Louis Joseph Gay Lussac, avenue des Frères Montgolfier,

\* dans le sens Sud-Nord : maintenue mais rétrécie au niveau des travaux, à partir du 12 juin 2026 jusqu'à la fin des travaux.

### ARTICLE 2<sup>ème</sup> :

L'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non-respect de ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 12 juin 2026 jusqu'à la fin des travaux.

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h dans le sens Sud-Nord.

### ARTICLE 3<sup>ème</sup> :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

### ARTICLE 4<sup>ème</sup> :

Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 5<sup>ème</sup> :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,

- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulbos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX),

soit par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,

- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

### ARTICLE 6<sup>ème</sup> :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale,
- S.D.I.S, pour information,
- Collecte des ordures ménagères, pour information,
- ODP, pour information,
- Entreprise BSTP, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- La STAP, pour information,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,

FAIT A LONS, le 01 juin 2026  
Le Maire de LONS,

Nicolas PATRIARCHE